GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – MOTION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	13.02.2021	16h33	21.127	DECS
Annule et remplace				

Auteur(s) : Groupe socialiste	Lié à (facultatif) : ad
--------------------------------------	--

Titre : Pour une prévention efficace face aux petits crédits

Contenu :

Nous demandons au Conseil d'État, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif cantonal de lutte contre le surendettement, de proposer une modification législative visant à interdire la publicité pour les crédits à la consommation, et en particulier les petits crédits, lorsqu'une telle mesure est possible au niveau cantonal.

Développement (obligatoire) :

Bien qu'entraînant des conséquences sociales extrêmement néfastes, l'accès aux petits crédits est relativement aisé en Suisse. Contracter un petit crédit n'est pourtant pas anodin et peut conduire les personnes concernées à des situations critiques. La publicité pour ce type de produits contribue à normaliser et banaliser ce phénomène de société. Elle risque d'inciter les personnes ciblées à sous-estimer les dangers qui y sont liés. Renoncer à ces procédés publicitaires permettrait d'agir en amont en renforçant la conscientisation de la population quant aux risques liés à ces procédés.

Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, les personnes concernées par des situations d'endettement ou de surendettement comptent souvent parmi des publics déjà précarisés, notamment les personnes à faible revenu, les familles monoparentales ou les familles nombreuses. Cela constitue donc un vrai problème de société, qui menace d'exclusion sociale et économique ces publics déjà fragiles. Les causes de l'endettement et du surendettement sont nombreuses, mais le petit crédit en fait sans nul doute partie. Il est dans l'intérêt de l'ensemble de la société de s'efforcer de limiter ses conséquences négatives.

Avec son dispositif de lutte contre le surendettement, le canton de Neuchâtel joue un rôle actif dans le domaine de la prévention. Des actions à destination des jeunes – qui sont par ailleurs souvent la cible privilégiée des publicités pour les petits crédits – ont notamment lieu dans les écoles, comme l'atelier « Les Ficelles du budget », qui attire l'attention des jeunes sur les défis relatifs à la gestion d'un budget. Ces efforts en matière de prévention sont importants et utiles, et il n'est pas acceptable que certains types de contenus publicitaires remettent en cause leur impact positif. Une interdiction va donc dans le sens d'une politique cantonale de prévention cohérente.

Cette motion n'a pas pour objet de s'opposer à la liberté de commerce. Au contraire, elle s'attaque à un problème de santé publique. Les conséquences de ce phénomène de société aux niveaux tant collectif qu'individuel sont importantes, rendant la régulation de ces pratiques publicitaires légitime. Bien que le domaine relève en grande partie du droit fédéral, le canton de Neuchâtel pourrait par exemple se montrer pionnier en faisant en sorte que les contrats signés entre les communes et les sociétés d'affichage contiennent une clause interdisant ce type de publicités sur le domaine public.

Demande d'urgence : NON

Auteur ou premier signataire : *prénom, nom* (obligatoire) :

Romain Dubois (initialement Tristan Robert)

Autres signataires (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :	Autres signataires suite (<i>prénom, nom</i>) :
Tristan Robert	Jonathan Gretillat	Karim Djebaili
Johanne Lebel Calame	Mauro Vida	Philippe Loup
Laurent Duding	Françoise Gagnaux	Florence Nater
Martine Docourt Ducommun	Nathalie Matthey	Alexandre Houlmann
Antoine de Montmollin		